

## Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour de Monsieur Margaritis Schinas, Directeur adjoint du BEPA (Bureau des Conseillers de Politique Européenne)

- 13 septembre 2010 -

*Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner de travail avec Monsieur Margaritis Schinas, Directeur du BEPA (Bureau des conseillers de politique européenne) afin d'évoquer le sujet : "Politique industrielle, compétitivité et concurrence dans les réseaux". Trois grandes questions ont été abordées : le fonctionnement du BEPA ; les priorités politiques de la Commission Barroso II et une politique industrielle européenne.*

### **Thème 1, fonctionnement du BEPA:**

Margaritis Schinas a introduit les débats en présentant brièvement la structure et le fonctionnement du BEPA. Plus connu comme le *think tank* interne de la Commission, le BEPA est la plus petite Direction générale au sein de l'exécutif européen, avec une cinquantaine de personnes.

Le Bureau des conseillers de politique européenne (BEPA) a pour principale vocation de constituer une passerelle entre les décideurs politiques de la Commission européenne et les acteurs de la société.

Le BEPA occupe une place unique au sein de la Commission, en ce sens qu'il est directement placé sous l'autorité du Président. Le Bureau fournit au Président de la Commission, à son Collège de Commissaires et aux directions générales des réflexions stratégiques et des conseils politiques. Les conseillers du BEPA aident les autres experts de la Commission en enrichissant leur travail par des conseils politiques ciblés et approfondis sur des questions en rapport avec l'agenda politique du Président et les politiques futures de l'Union. Margaritis Schinas a expliqué qu'une des particularités du BEPA est que ses membres influencent le processus de prise de décision au sein de l'exécutif européen en amont, à la phase précoce de conceptualisation d'une politique donnée par exemple.

**Margaritis Schinas** a été nommé en tant que Directeur adjoint du BEPA en février 2010. Avant d'occuper ce poste, M. Schinas était élu en 2007 Membre du Parlement européen (Commission des budgets). Au long de sa carrière, il a notamment été chef de cabinet du commissaire chypriote Markos Kyprianou (santé publique, protection des consommateurs et sécurité alimentaire) entre 2004 et 2007. Lors de la Commission Prodi, M. Schinas occupait le poste de chef de cabinet adjoint de la commissaire Loyola de Palacio, chargée du transport et l'énergie.

Margaritis Schinas, âgé de 48 ans, est de nationalité grecque. Il est diplômé en droit de l'Université de Thessalonique et a obtenu des diplômes de maîtrise en études européennes de London School of Economics ainsi que du Collège d'Europe.

**Thème 2, les priorités politiques de la Commission Barroso II** : M. Schinas a identifié 4 grandes priorités politiques pour le deuxième mandat du Président Barroso.

- Premièrement la **gestion de la crise et la phase après-crise** : Margaritis Schinas a estimé que la récente crise financière et économique a montré les limites de l'Union économique et monétaire ainsi que les déficits que présente le système de Maastricht.
- En deuxième lieu, **les négociations futures sur le nouveau cadre budgétaire**. Il a souligné que les négociations concernant la nouvelle perspective financière seront très difficiles à mener non seulement à cause du fait que les Etats membres se trouvent dans une situation de crise économique, mais également parce que ce processus nécessite la prise de décision à l'unanimité. Hors, désormais avec 27 Etats membres, il est d'autant plus difficile de trouver un accord sur les questions sensibles telles que le budget de l'UE.
- **Croissance et emploi** : La Commission vise à travers ses politiques d'encourager de vastes investissements dans le domaine de la croissance et notamment avec le projet clé de M. Barroso la nouvelle stratégie Europe 2020. M. Schinas a exprimé sa conviction que cette nouvelle stratégie sera mieux mise en œuvre par les Etats membres que la précédente (la Stratégie de Lisbonne). L'accent, selon lui, doit tomber sur l'encouragement de l'emploi ainsi que les investissements dans l'innovation.
- **L'UE plus présente et visible sur la scène internationale** : Mis à part la mise en place du nouveau service extérieur et le renforcement de la présence diplomatique de l'UE sur la scène internationale, M. Schinas a insisté sur le fait que l'Union devrait être plus active dans la défense des intérêts des entreprises européennes et de leur compétitivité. Un travail très important dans ce sens reste à fournir et M. Schinas estime que la Haute représentante pour les affaires extérieures Catherine Ashton devrait établir un lien de collaboration privilégiée avec les commissaires chargés du commerce international et du développement.

**Thème 3, la future politique industrielle européenne** : Margaritis Schinas a informé les membres du Cercle qu'un séminaire à huis clos a eu lieu le 1 et 2 septembre avec les commissaires afin de discuter de la politique industrielle européenne. De l'information officielle concernant ce séminaire n'a pas été publiée, mais M. Schinas a évoqué les principaux points de consensus en la matière. Il existe un large accord qu'une approche fraîche et novatrice, allant au-delà des perceptions traditionnelles, doit être adoptée. Selon lui, l'industrie est la base de l'économie européenne et les mesures appropriées sont cruciales. Il faut tenir compte du fait que toutes les approches horizontales ont un impact sur les politiques sectorielles. Les décideurs européens sont posés devant le défi de trouver un équilibre entre une approche interventionniste et un marché parfaitement concurrentiel.

M. Schinas a estimé qu'il est nécessaire de saisir l'occasion de la mise en place d'une politique industrielle européenne pour aborder certains points importants, comme par exemple l'harmonisation des normes et la standardisation. L'Europe souffre en règle générale de procédures administratives alourdies et il est nécessaire d'encourager les Etats membres à alléger le poids bureaucratique dans leur système. Il a observé que contrairement aux idées reçues, les problèmes bureaucratiques se trouvent surtout au niveau national et régional, et non pas communautaire. Il s'est également prononcé en faveur d'un système où ceux qui ne respectent pas les règles soient identifiés et dénoncés.

Margaritis Schinas a également estimé qu'il est nécessaire d'encourager les investissements dans l'innovation ainsi que dans le système éducatif, notamment stimuler les études scientifiques.

Lors du débat avec les membres du Cercle, les questions liées à la compétitivité internationale des entreprises européennes ainsi que celles concernant les investissements en matière énergétique ont été soulevées. M. Schinas a reconnu que la compétitivité européenne au plan international semble inquiétante, mais il n'existe pas de solution miraculeuse à ce défi. L'UE peut offrir un cadre réglementaire, qui a fait ses preuves au niveau européen, puisqu'au sein de l'UE il fonctionne bien. En revanche, a estimé Margaritis Schinas, cette réglementation a montré ses limites lorsqu'on met la lumière sur la compétitivité internationale des entreprises européennes.

Il pense qu'un élément de réponse à ce dilemme peut être trouvé dans le renforcement de la présence de l'UE dans les plateformes internationales, telles que le G8 ou G20. Beaucoup d'espoirs sont actuellement mis sur la Présidence de la France du G20.

Lorsqu'il s'agit des investissements européens, dans n'importe quel domaine, il a souligné qu'il est nécessaire d'encourager les investissements intelligents. Il n'est pas seulement question de ressources financières, mais également de la manière dont ces ressources sont dépensées. Il voit une bonne opportunité de mettre en place un système plus innovant et intelligent dans l'établissement du 8<sup>ème</sup> PCRD.

Dans cet état d'esprit, il a mis l'accent sur la nécessité d'aller au-delà des rubriques traditionnelles du cadre budgétaire et de lier les investissements aux objectifs principaux de l'UE, notamment présentés dans la stratégie Europe 2020.

La question de la compétitivité internationale des entreprises européennes a été évoquée à plusieurs reprises et mise en parallèle avec l'adoption du paquet climat/énergie et les conditionnalités écologiques et sociales auxquelles les entreprises de l'Union sont soumises. Un large consensus existe autour de l'objectif de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, mais la question se pose de si cela est faisable si le seul acteur international à faire des efforts est l'UE. M. Schinas a estimé que le paquet énergie/climat a été adopté dans la période précédant la crise et il pense que sans doute certaines mesures n'auraient pas été acceptées actuellement. Depuis l'époque de Jacques Delors à la tête de la Commission, l'UE défend sa place sur la scène internationale selon le principe « *lead by example* ». L'Union comptait sur l'attraction de son modèle économique et démocratique et de cette manière s'affirmait en tant qu'acteur international. L'UE n'est plus la seule à fournir de l'aide au développement, la Chine par exemple subventionne l'Afrique également. La seule solution viable dans le monde global d'aujourd'hui est d'aborder les défis internationaux de manière multilatérale.

Les débats se sont poursuivis sur d'autres questions d'actualité, liées notamment à l'énergie nucléaire, le développement du photovoltaïque en Europe ainsi que les négociations internationales sur le changement climatique.